



DOSSIER DE PRESSE

Qu'est-ce que le harcèlement de rue ?

« Psst psst mademoiselle ! Hé mademiseille ?!
Ho ! Réponds *salope !* »

Que celles qui n'ont jamais entendu une remarque de ce genre lèvent le doigt...

Le **harcèlement de rue** désigne l'ensemble des comportements tenus dans les espaces publics et semi-publics et consistant à interpeller des personnes — verbalement ou non (coups de klaxon, sifflements, bruits de baisers, regards concupiscent, etc.) — en leur adressant des **messages intimidants, insistants, irrespectueux, humiliants, menaçants, insultants** en raison de *leur sexe, de leur genre ou de leur orientation sexuelle*.

Leur **répétition et/ou leur violence** génèrent un environnement hostile à ces personnes et portent une atteinte inacceptable à leur dignité et à leur liberté. En effet, elles se voient contraintes d'appréhender ou de limiter leurs déplacements et leurs échanges sociaux dans l'espace public.

Une personne faisant l'objet de remarques, d'invectives et qui exprime son malaise ou son refus — notamment par le *silence* — est victime de harcèlement dès que ces interpellations se répètent (par un ou par plusieurs individus, même indépendamment).

Les faits de harcèlement doivent d'autant plus être pris au sérieux qu'ils démarrent parfois par des *insultes* notamment à caractère sexuel, (déjà stigmatisantes et intimidantes) jusqu'à la mise en situation d'être (pour)suivi(e)s ou encore d'imposer des *gestes obscènes*, voire d'*exhibitions* sexuelles. Pis encore, les **atteintes physiques** sont malheureusement fréquentes : contacts faussement anodins comme des *caresses* ou des *frottements*, ou encore plus violents comme les « *pelotages* », *coups*, *attouchements sexuels*...

La drague et le harcèlement de rue ne sont pas la même chose et il est anormal de les assimiler. La drague se construit à deux, là où le harcèlement est la responsabilité d'un individu qui ignore volontairement l'absence de consentement de son interlocuteur. « La drague est une main tendue, le harcèlement est une main qui s'abat », comme l'a posé Gaëlle-Marie Zimmermann.

Pourquoi ce collectif ?

En 2000, l'enquête Enveff¹ mettait en lumière l'importance des **violences** subies par les femmes dans l'espace public. Cette étude n'a **PAS évalué** des sollicitations comme « se faire siffler, se faire regarder avec envie ou se faire envoyer des baisers », comme il avait été précédemment réalisé au Canada.

Elle a ainsi pu isoler les sollicitations les plus graves afin de réduire la fréquence des atteintes verbales. Sur l'année écoulée, près d'**un cinquième des femmes** (18,8 %) avaient subi au moins une forme de violence dans l'espace public : **13 %** des femmes interrogées déclaraient avoir été victimes **d'insultes et de menaces verbales**, cette proportion atteignant **un quart** des femmes âgées de **20 à 24 ans**, dont plus de la moitié en avaient souffert de **manière répétée**. Dans cette tranche d'âge, au-delà de l'agression verbale, plus d'une femme sur cinq avait été

suivie dans ses déplacements, subi des avances ou agressions sexuelles, avec attouchements ou mise en présence d'un exhibitionniste. Le harcèlement est également favorisé par la précarité : les femmes les plus vulnérables socialement (non diplômées, au chômage et vivant seules) sont les plus susceptibles de subir ces violences.

Ces agressions surviennent dans des circonstances relevant d'un **usage habituel de l'espace public** : 75,5 % d'entre elles se sont produites dans un endroit **fréquenté régulièrement** par la victime et la majorité d'entre elles (67 %) ont eu lieu **dans la journée ou tôt le matin** et, dans 64,8 % des cas, dans des espaces fréquentés, simultanément, par d'autres personnes.

Même si cette première étude a permis de montrer que les violences faites aux femmes dans l'espace public n'étaient pas des cas isolés et ne relevaient pas que d'impolitesse ou de maladroites courantes et tolérées dans les échanges publics, **elles restent largement minimisées, banalisées et acceptées par l'opinion publique.**

La parole s'est peu à peu déliée autour de ce phénomène au cours des dernières années :

En août 2012, Sofie Peeters² réalisait dans la ville de Bruxelles un documentaire en caméra cachée qui allait permettre à une bonne partie de l'opinion publique de prendre conscience du problème. Peu après apparaissaient le blog « Paye ta shneck »³ qui répertorie les « tentatives de drague en milieu urbain » et le « Projet crocodiles »⁴ qui met en images les témoignages de victimes. Dernièrement, le hashtag #safedanslarue a permis d'échanger des « trucs et astuces ».

La parole individuelle dénonçant ces comportements s'est donc développée, mais aucune voix collective n'avait émergé. Suite à ce constat, nous avons voulu porter le débat sur le devant de la scène tout en nous inscrivant dans l'action. Nous voulons montrer qu'il est possible d'agir efficacement ensemble contre le harcèlement de rue.

La page Facebook « Stop Harcèlement de rue » et le compte twitter @stophdr ont été lancés en février 2014. Le collectif est né d'un débat sur l'ampleur de ce sexisme ordinaire dans l'espace public, et non pas pour des raisons personnelles.

¹ Jaspard M. et équipe Enveff (2003), Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, Paris : La Documentation française, 350p.

² Contributeurs à Wikipedia, 'Femme de la rue', Wikipédia, l'encyclopédie libre, 9 mai 2014, 12:25 UTC, <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Femme_de_la_rue&oldid=103658398> [Page consultée le 14 mai 2014].

³ Bourdet A, Paye ta shnek: Tentatives de séduction en milieu urbain, [en ligne], créé le 31 août 2012, dernière mise à jour le 29 avril 2014, <http://payetashnek.tumblr.com/>, consulté le 14 mai 2014.

⁴ Mathieu T, Projet Crocodiles, des histoires de crocodiles envoyées par des vraies filles et mises en bandes dessinées par Thomas Mathieu, [en ligne], créé le 26 juillet 2013, dernière mise à jour le 15 avril 2014, <http://projetcrocodiles.tumblr.com/>, consulté le 14 mai 2014.

Qui sommes-nous ?



Nous sommes des **individus de tous horizons**, désireux de porter la lutte contre le harcèlement de rue via des actions dans l'espace public. Nos trajectoires sont variées : certains d'entre nous ont un parcours militant, d'autres pas, certains sont engagés politiquement, d'autres non. Nous accueillons tous ceux qui souhaitent s'inscrire dans l'action, quels que soient leur classe sociale, leurs revendications personnelles, leur genre, leurs origines. Cette **diversité** constitue la richesse de notre collectif. Afin de la respecter, nous n'engageons le collectif dans des actions ou des prises de position portées par d'autres mouvements que si elles sont directement en lien avec notre objet : le harcèlement de rue. Chacun est libre, en son nom propre, de nous informer de ses actions afin que nous les diffusions sur nos réseaux aux membres et aux sympathisants.

Nous défendons les droits des femmes, des lesbiennes, des gays, des bi et des transsexuels, donc nous luttons contre le sexisme et l'homophobie. Nous refusons que notre lutte soit instrumentalisée à des fins racistes, xénophobes et islamophobes : on ne peut pas combattre une discrimination aux dépens d'une autre.

Nous condamnons les propos visant à stigmatiser une partie de la population, ce type de discours permettant de voiler la réalité qui est que **le harcèlement de rue est partout**, tout le temps — et c'est précisément cette persistance et cette omniprésence qui le rendent insupportable et qui motivent notre lutte.



Quel est notre objectif ?



En tant que collectif, nous avons la certitude que le harcèlement de rue peut et doit cesser. Notre action s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire.

Pour cela, nous ciblons :

Les personnes harcelées : Rappeler la légitimité de leur statut de victime et leur fournir les moyens de signaler les faits de harcèlement, de se défendre et de demander de l'aide afin de préserver leur dignité.

Les témoins : Mobiliser les témoins de harcèlement de rue pour qu'ils agissent et que l'environnement soit propice à permettre à la victime de se défendre et d'être défendue.

Les harceleurs : Dénoncer le caractère inacceptable de leurs agissements et tenter de leur faire prendre conscience des répercussions sur les victimes.

Notre but est, dans un premier temps, de permettre l'autonomie de toutes et tous dans l'espace public afin de leur assurer la tranquillité et la liberté d'utilisation de ces lieux (rues, transports, lieux de sortie ou lieux festifs).

Au-delà de la lutte contre les incivilités, harcèlements et agressions, il y a un combat à mener sur les mentalités archaïques dont les tenants estiment avoir le droit de réguler le comportement de femmes et d'hommes qui ont pourtant exactement les mêmes droits qu'eux.

Notre objectif ultime est de faire prendre conscience de l'importance du problème du harcèlement de rue (qui n'est rien d'autre qu'une forme de sexisme ordinaire) à tous les acteurs sociaux— individus, collectivités, pouvoirs publics, entreprises privées — et de les inciter à agir de façon à lutter contre ce phénomène.



Que faisons-nous ?



Nous cherchons à apporter des **réponses concrètes et adaptées aux différentes formes que prend le harcèlement de rue dans les espaces publics : rues, transports, lieux de sortie, festivals...**

Nos premières actions sont :

Une campagne d'affichage de rue (dans certains quartiers de Paris) pour sensibiliser les passants.

Une campagne que nous avons baptisée #zonesansrelou dans les lieux de sortie, notamment les bars, pour permettre aux lieux d'afficher leur engagement dans la lutte contre le harcèlement de rue, mettre à disposition du matériel pour

sensibiliser leur clientèle et aider le personnel à répondre à ce type de comportement.

Des projets dans les transports et les festivals sont actuellement en conception.

En inscrivant notre action dans les différentes composantes de l'espace urbain, nous voulons montrer qu'il est possible d'agir concrètement et qu'il est possible pour chacun de se saisir de ces moyens d'actions.



Comment le faisons-nous ?



Nos actions sont dirigées par certains principes :

Réalisme : Nous visons une action rapide, avec des moyens financiers limités.

Reproductibilité : Nous souhaitons que nos actions puissent être reprises et répliquées par ceux et celles qui le souhaitent.

Ouverture : Chacun peut prendre part aux actions et à l'organisation du collectif.

Respect : Que ce soit dans les communications internes ou externes au collectif, ainsi que dans la constitution des actions, le respect des convictions de chacun est primordial. Nous cherchons par ailleurs à ne pas opposer les différents usagers de l'espace public (hommes vs femmes par exemple).



Contact

Contact presse

stopharcelementderue@gmail.com, préciser PRESSE dans l'objet

Pour nous suivre

[Facebook](#) et [Twitter](#)